

A ce propos, je tiens à vous indiquer que chaque dossier est examiné au cas par cas de manière extrêmement minutieuse et l'avis du COARM, le groupe "Exportations d'armes conventionnelles" qui est chargé des questions ayant trait aux contrôles des exportations d'armes conventionnelles, est souvent sollicité. Le COARM fait aussi office de lieu d'échanges où les États membres communiquent et partagent des informations sur leurs politiques d'exportation vers les pays non-membres de l'UE et sur leurs décisions de rejeter des demandes de licences d'exportation vers ceux-ci. La preuve en est que j'ai refusé 3 licences vers les Emirats arabes unis et le Pakistan.

Le Gouvernement wallon et moi-même sommes bien conscients de l'importance des enjeux éthiques liés à la vente d'armes. Dès lors, nous rejoignons totalement la volonté de mettre en place un embargo européen. C'est pourquoi notre Gouvernement vient de donner un signal puissant et clair en donnant mandat au Fédéral pour entreprendre une démarche vis-à-vis de l'Europe et de l'ONU afin qu'un embargo concerté au niveau européen puisse être obtenu vis-à-vis de l'Arabie Saoudite.

Si la Wallonie tient à défendre fermement cette position de devoir, elle doit le faire en permettant à son industrie de l'armement une sortie échelonnée dans le temps qui ne la mettra pas face à des obligations contractuelles intenablement financières au point d'entraîner des drames sociaux. C'est ainsi que j'ai vivement recommandé aux entreprises wallonnes productrices d'armement d'élaborer et de mettre en œuvre, le plus rapidement possible, un plan de diversification de leur clientèle et de leurs marchés à échéance de 5 ans maximum.

Restant à votre écoute, je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



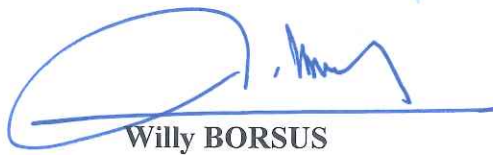
Willy BORSUS

A ce propos, je tiens à vous indiquer que chaque dossier est examiné au cas par cas de manière extrêmement minutieuse et l'avis du COARM, le groupe "Exportations d'armes conventionnelles" qui est chargé des questions ayant trait aux contrôles des exportations d'armes conventionnelles, est souvent sollicité. Le COARM fait aussi office de lieu d'échanges où les États membres communiquent et partagent des informations sur leurs politiques d'exportation vers les pays non-membres de l'UE et sur leurs décisions de rejeter des demandes de licences d'exportation vers ceux-ci. La preuve en est que j'ai refusé 3 licences vers les Emirats arabes unis et le Pakistan.

Le Gouvernement wallon et moi-même sommes bien conscients de l'importance des enjeux éthiques liés à la vente d'armes. Dès lors, nous rejoignons totalement la volonté de mettre en place un embargo européen. C'est pourquoi notre Gouvernement vient de donner un signal puissant et clair en donnant mandat au Fédéral pour entreprendre une démarche vis-à-vis de l'Europe et de l'ONU afin qu'un embargo concerté au niveau européen puisse être obtenu vis-à-vis de l'Arabie Saoudite.

Si la Wallonie tient à défendre fermement cette position de devoir, elle doit le faire en permettant à son industrie de l'armement une sortie échelonnée dans le temps qui ne la mettra pas face à des obligations contractuelles intenablement financières au point d'entraîner des drames sociaux. C'est ainsi que j'ai vivement recommandé aux entreprises wallonnes productrices d'armement d'élaborer et de mettre en œuvre, le plus rapidement possible, un plan de diversification de leur clientèle et de leurs marchés à échéance de 5 ans maximum.

Restant à votre écoute, je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Willy BORSUS